
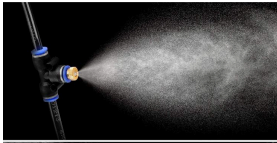
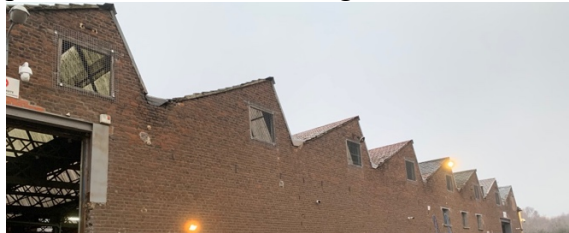




Suivi par Métaltech des prescriptions générales pour les installations en enregistrement pour la rubrique 2712-1


Le présent document a pour objectif de faire l'inventaire de tous les articles de l'arrêté ministériel fixant les prescriptions générales pour les ICPE enregistré dans la rubrique 2712-1 et de présenter clairement où se situe la société Métaltech sur chacun de ces points (actions déjà en place, actions encore à mettre en place, ou non concernée). Des éléments de preuve, lorsque cela est possible seront ajoutés au dossier de demande d'enregistrement.

Article	Position de Métaltech
Article 1 et 2	Aucune conformité à réaliser
Article 3 (conformité de l'installation)	La société s'engage à respecter les plans qui sont fournis avec la demande d'enregistrement
Article 4 (Dossier Installation Classée)	La société s'engage à mettre en place et à maintenir à jour un dossier installation classée.
Article 5 (Implantation)	Le positionnement de l'activité dépollution et stockage des VHU a été pensé pour être à plus de 100 m des habitations que l'on trouve au sud-est et au sud-ouest. Il n'y a pas d'autres habitations concernées. <i>Voir plan</i>
Article 6 (envol de poussières)	<p>Le site est entièrement bétonné et est nettoyé plusieurs fois par jour avec une machine nettoyeuse afin de prévenir l'envol de poussière. Nous utilisons un balai brosse.</p>  <p>Nous avons également mis en place une brumisation afin de l'imiter les émanations de poussières en extérieur.</p> 
Article 7 (intégration dans le paysage)	L'installation est déjà existante, ce qui limite les possibilités d'aménagements paysagers. La zone est balayée et nettoyée régulièrement.


	Nous entretenons les voies d'accès au site et nous avons également mis en place deux partères de fleurs sur le site Metaltech.
Article 8 (Localisation des risques)	La société a recensé les zones à risques sur son site. En plus d'une indication sur place, elle a réalisé un plan général de ces risques, joint au dossier.
Article 9 (Etat des stocks – Etiquetage)	L'entreprise possède un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Ces derniers sont correctement étiquetés pour prévenir toute erreur. Les FDS sont disponible dans le bureau Accueil.
Article 10 (Caractéristique des sols)	La totalité de la surface de l'entreprise est bétonnée et imperméabilisée, y compris la future zone de dépollution et de stockage des VHU. La zone de dépollution est conçue pour prévenir tout écoulement de fluide.

Article 11 (Comportement au feu des locaux)	<p>La Société Métaltech exploite des bâtiments préexistants. Ces derniers respectent les prescriptions de l'article 11. De plus la dépollution des VHU s'effectuera à l'extérieur des bâtiments.</p> <p>Nous avons installé un poteau incendie en extérieur permettant au SDIS d'intervenir rapidement en cas de départ de feu. Il a été implanté en validation avec le SDIS afin de respecter leurs critères mais également nos obligations légales.</p>
Article 12 (Désenfumage)	<p>La Société Métaltech réalisera la dépollution des VHU à l'extérieur des bâtiments préexistants.</p> <p>Concernant le bâtiment nous avons réalisé en pourtour de notre bâtiment des espaces permettant un désenfumage naturel.</p> 
Article 13 (Accès à l'installation)	<p>Bien que préexistant, le site présente toutes les caractéristiques nécessaires pour permettre la circulation des véhicules dans son enceinte avec notamment de très larges allées de circulation. Elle possède un large portail principal et un portail secondaire sur l'arrière du site permettant le passage des véhicules d'urgence en cas d'incident. Le site est de plus ceinturé sur une large partie de son périmètre par une voie de circulation.</p>

	<p>Nous avons réalisé les marquages au sol afin de faciliter l'accès au site.</p>  
Article 14 (Tuyauteries)	<p>La société ne possède pas de canalisations pour transporter des fluides dangereux ou insalubres, à l'exception de son exutoire d'eau usée (toilettes, lavabos) et de son exutoire eaux de ruissellement (qui passent d'abord par un dispositif de dépollution type débourbeur déshuileur)</p> <p>Nous réalisons un bassin de confinement afin de canaliser nos eaux en cas de pollution accidentel ou eau d'extinction incendie.</p>
Article 15 (Clôture de l'installation)	<p>Le côté ouest du site est constitué de bâtiments dont les murs forment une clôture continue. Ces murs sont prolongés à l'aide de LegioBloc pour encercler toutes la structure. Ils mesurent 3 mètres. Deux portails ont été aménagés. Le premier</p>

	<p>donnant directement accès sur la route principale au sud du site est le plus large et celui utilisé tous les jours. Un second portail se trouve sur le côté nord, plus petit, et on y accède par la voie de circulation qui contourne le site. Il est uniquement utilisé par les visiteurs sur le site.</p> 
Article 16 (Ventilation des locaux)	<p>La partie atelier ne dégage pas de gaz particuliers et son aération est assuré par l'ouverture des grandes portes d'accès et par la circulation des engins qui contribuent à brasser l'air. La partie bureau, quant à elle, est correctement aérée, conformément à la réglementation en vigueur, notamment le code du travail. Là non plus, aucun dégagement de gaz n'est à prévoir. Cependant, les bureaux se trouvant dans la partie nord-ouest du site, l'exutoire de la ventilation est à distance des habitations.</p>

Article 17 (Matériels utilisables en atmosphères explosives)	L'entreprise n'a pas recensé de zones présentant des risques d'explosions.
Article 18 (Installations électriques)	Les installations électriques sont conformes à la législation en vigueur et régulièrement vérifiée. (PV de la dernière vérification en pièce jointe).
Article 19 (Systèmes de détection et d'extinction automatiques)	<p>Les bâtiments possèdent des extincteurs automatiques d'incendie. Ils sont régulièrement entretenus et vérifiés. Les documents de calcul et de dimensionnement du système sont disponibles, ainsi que les comptes rendus des vérifications et maintenances.</p> <p>Nous avons installé un système de détection complet au sein de notre bâtiment ainsi que des caméras thermiques et thermographiques afin de contrôler les départs de feu au sein de notre établissement.</p>

<p>Article 20 (Moyens d’alerte et de lutte contre l’incendie)</p>	<p>La Société Métaltech exploite des bâtiments préexistants. Ces derniers respectent les prescriptions de l’article 12.</p> <p>De plus nous sommes équipée d’un cuve d’extinction incendie mobile afin d’intervenir en cas de départ de feu.</p> <p>La société Métaltech a installé une motopompe relié à un système d’extinction type tuyaux incendie afin d’intervenir en amont des secours. Cette motopompe est reliée avec une cuve de récupération des eaux de pluies de 30m3.</p> <p>METALTECH se situe à 150m de la première bouche à incendie qui a été installé au sein de son établissement. Cette bouche incendie a été installée en respectant les critères du SDIS mais également en respectant la réglementation elle est donc situé à moins de 150 m du point le plus loin.</p> 
<p>Article 21 (Plans des locaux et schéma des réseaux)</p>	<p>Il existe des plans des locaux et réseaux qui peuvent être mis à disposition des services d’incendie et de secours. Ces plans répertorient les différentes activités du site, leur emplacement, et mentionne les dangers.</p>
<p>Article 22 (Consignes d’exploitation)</p>	<p>Les consignes existent et sont mises en pratique tous les jours dans l’entreprise. Elles sont l’affaire du responsable du site qui s’assure ainsi de limiter les incidents, les risques d’accident et les dégradations des locaux et du matériel.</p> <p>L’ensemble du personnel signe à son arrivée une charte Sécurité Environnement ainsi qu’un livret d’accueil.</p> <p>Metaltech réalise des réunions, intitulées rappel Sécurité Environnement afin</p>

	d'informer et de former ses collaborateurs à la sécurité et l'environnement.
Article 23 (Travaux)	Dans les zones où les risques d'incendie ou d'explosion sont plus importants, l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque est rappelé au moyen d'une signalisation. De plus les plans de prévention sont réalisés avec chaque société intervenant sur notre site afin d'établir les règles de sécurité adéquats.

Article 24 (Vérification périodique et maintenance des équipements)	Le responsable du site s'assure déjà que les équipements de sécurité et de travail sont régulièrement maintenus en état, et dans le cadre des équipements de sécurité, qu'ils sont toujours fonctionnels. Un registre permettant de garder l'historique de ces vérifications et maintenances a été mis en place.
Article 25 (Rétentions)	Pour ce qui est des contenants liquides (les cuves prévues pour le gazole et l'essence), il s'agit de cuve à double enveloppe avec alarme de fuite lorsque la première enveloppe est percée. Par ailleurs, l'ensemble du site est étanche et toutes les eaux de ruissellement passent par un dispositif de dépollution permettant la rétention d'un éventuel déversement accidentel.
Article 26 (Collecte des effluents)	Les eaux de toitures sont collectées dans une cuve de récupération de 30m ³ . Le trop plein de cette cuve est relié au réseau des eaux de ruissellement. Les eaux issues des commodités sont reliées à une fosse septique. Cette fosse septique est vidée et nettoyée une à deux fois / An selon le besoin. Les eaux de ruissellement sont reliées au réseau communal géré par NOREADE. Ces eaux passent par un débourbeur déshuileur.
Article 27 (Collecte des eaux pluviales)	Toutes les eaux de ruissellement passent par un dispositif de dépollution (débourbeur-déshuileur). Les documents produits par l'entretien de ce dernier (bordereau de suivi des déchets (boues de curage), fiches de suivi du nettoyage du dispositif,...) sont conservés. Le débourbeur est nettoyé et vidé minimum 1x / An et à chaque incident.

Article 28 (Justification de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité)	Les seuls rejets notables de l'entreprise sont ses eaux de ruissellement qu'elle traite de manière à en limiter au maximum la teneur en polluant. Vous trouverez ci-jointe la dernière analyse.
Article 29 (Mesure des volumes rejetés et points de rejet)	Le rejet se fait dans le réseau d'eau pluviale de la ville. Il est cependant possible de prélever des échantillons à la sortie du débordement.
Article 30 (Eaux souterraines)	L'entreprise ne prélève pas et ne rejette pas d'eau dans le sous-sol.
Article 31 (Valeurs limites de rejet)	La société est confiante sur la capacité de son système de dépollution des eaux pluviales et se conforme à se maintenir en dessous des limites maximales de rejet. Pour ses eaux usées, ces dernières sont tout ce qu'il y a de plus classique (pas d'eau issue de processus par exemple)

Article 32 (Prévention des pollutions accidentelles)	La configuration du site fait que pour qu'il y ait déversement, il faudrait une rupture quasi simultanée des deux parois d'une cuve. La société Métaltech agira avec son personnel afin de lutter contre la pollution accidentelle au moyen d'absorbant. Si nous n'arrivons pas à stopper le liquide alors il serait ensuite canalisé vers un bassin de confinement ou stocker dans le réseau si nous sommes en partie basse. Une vanne d'arrêt d'urgence sera actionnée afin de bloquer le rejet vers le réseau communal. Le débordement sera équipé d'une alarme qui déclenchera automatiquement la vanne en cas de dysfonctionnement de celui-ci.
Article 33 (Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée)	La société est prête à effectuer des analyses de la pollution rejetée à la sortie de son dispositif de dépollution lors d'un épisode pluvieux (seul moment où il y a écoulement).
Article 34 (Epannage)	Les boues issues du débordement sont de toute façon considérées comme des déchets dangereux (présence de métaux et éventuellement d'autres contaminants). Il n'est donc pas question de faire le moindre épannage.
Article 35 (Prévention des nuisances odorantes)	L'activité actuelle du site, et son activité future, ne devrait pas générer la moindre nuisance odorante.

Article 36 (Emissions de polluants)	La société prévoit de tout faire pour éviter la dispersion des gaz. Par ailleurs, pour ce qui est des éléments pouvant amener à l'émission de poussières, beaucoup devrait rester sur les VHU (seule l'opération de dépollution sera réalisée par Métaltech, qui sous-traitera ensuite le reste du travail de broyage, tri et de recyclage).
Article 37 (Emissions dans les sols)	Pas de rejet prévu de toute façon.
Article 38 (Bruit et Vibrations)	La société a déjà effectué des tests de bruit qui ont démontré que ses activités actuelles restaient bien en dessous des valeurs limites. L'ajout de la partie dépollution et récupération de VHU ne devrait pas engendrer un ajout sonore suffisant pour changer le résultat de ces tests. Par ailleurs, aucune des activités de l'entreprise n'est émettrice de vibration. Nous réaliserons un contrôle de notre installation durant la première année de mise en service afin de contrôler ce point.
Article 39 (Déchets produits par l'installation)	Le respect des différents articles précédents entraînera le respect de cet article. Les déchets, après leur stockage, sont en effet transmis vers des centres et entreprises aptes à les prendre en charge.
Article 40 (Déchets entrants)	L'entreprise ne comptait pas, de toute façon, réceptionner des VHU en dehors de ses heures d'ouverture. Le personnel qui recevra les VHU sera habilité par l'exploitant.
Article 41 (Entreposage)	Le projet (stockage, dépollution rapide des VHU entrant, stockage sécuritaire des différents éléments extrait et des carasses) respecte les points énoncés par l'article. Les VHU entrants seront stockés au sol et non gerbés Les VHU sortants seront stockés dans un casier en légioBloc dédiés. Nous évacuerons les VHU dépollués à chaque fois qu'un camion complet sera préparé, cela afin de ne pas avoir de stock sur notre site.
Article 42 (Dépollution, démontage et découpage)	La dépollution des VHU entrant sera bien une priorité de l'entreprise. Le personnel qui en aura la charge aura les compétences nécessaires et sera habilité à réaliser ces opérations. La zone de dépollution répondra de plus aux exigences de l'arrêté. Nous inviterons la DREAL à valider la mise en place de notre installation afin de

	répondre au mieux aux exigences de la norme
Article 43(Déchets sortants)	<p>La gestion des déchets sortant sera faite de manière que les intervenants et récepteurs soient qualifiés et que les déchets dangereux soient clairement identifiés.</p> <p>Grâce à notre logiciel NESSY nous pourrons suivre en temps réel les évacuations de déchet dangereux et non dangereux.</p>
Article 44 (Registre et traçabilité)	<p>La société mettra en place un registre répertoriant chacun des véhicules qu'il récupèrera. Ce registre contiendra tous les points demandés par l'article 44.</p> <p>Nous utiliserons un logiciel spécifique afin de simplifier la mise en place.</p> <p>Nous travaillons actuellement avec la société CAKTUS et le logiciel NESSY.</p>
Article 45 (Brûlage)	La société ne prévoyait pas de brûler les déchets à l'air libre.
Article 46 (Contrôle par l'inspection des installations classées)	Métaltech se pliera aux demandes de l'inspection des installations classées et réalisera à sa charge les prélèvements et analyses demandées.